



**PRÉFET  
DE LA MEUSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat Général**

**Arrêté préfectoral n°2025 – 2459 du 11 décembre 2025**

**imposant des prescriptions de mise en sécurité et des mesures immédiates prises à titre conservatoire à la société MSE L'ÉPINE pour le parc éolien qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'AMANTY**

**Le Préfet de la Meuse  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-8, L. 512-20, R. 512- 69 et R. 512-70 ;

**Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011, modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 12 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-2057 du 10 octobre 2025 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

**Vu** le donné acte du 28 août 2012 autorisant la société MSE L'ÉPINE à exploiter le parc éolien « de l'épine » sur le territoire de la commune d'AMANTY, modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2025-805 du 14 mai 2025 ;

**Vu** les constats effectués le 24 novembre 2025 par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est lors de la visite de contrôle du parc éolien exploité par la société MSE L'ÉPINE sur le territoire de la commune d'AMANTY ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand Est, référencé 614-2025 en date du 24 novembre 2025 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral imposant des mesures de mise en sécurité et des mesures immédiates prises à titre conservatoire, transmis au pétitionnaire, par courrier recommandé, en date du 24 novembre 2025 ;

**Vu** l'absence d'observations formulées par la société MSE L'ÉPINE sur ce projet d'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** l'incendie survenu le 23 novembre 2025 sur l'éolienne E4 du parc éolien « de l'épine », situé sur le territoire de la commune d'AMANTY ;

**CONSIDÉRANT** que la chute d'éléments de la nacelle est possible et qu'il convient donc de sécuriser les abords immédiats de l'éolienne E4 ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de procéder à l'évacuation des déchets produits par l'accident ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de sécuriser l'ensemble du parc éolien afin d'éviter tout nouvel accident sur celui-ci ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient, sur la base du principe de précaution, de maintenir à l'arrêt l'ensemble du parc éolien jusqu'à ce que l'exploitant puisse démontrer, par une inspection complète de l'ensemble des machines, qu'aucun aérogénérateur ne présente un risque similaire à celui ayant provoqué l'incendie de l'éolienne E4 ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L 512-20 du Code de l'environnement dispose qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités ;

**CONSIDÉRANT** par conséquent, qu'il convient d'imposer à l'exploitant de procéder à l'évaluation des conséquences de l'incendie et de procéder aux opérations rendues nécessaires le cas échéant ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

Le donné acte du 28 août 2012 autorisant la société MSE L'ÉPINE à exploiter le parc éolien « de l'épine » sur le territoire de la commune d'AMANTY est complété par les dispositions du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 : Mesures immédiates conservatoires**

L'exploitant est tenu de procéder aux mesures conservatoires suivantes **dès réception du présent arrêté.**

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des actions nécessaires à la mise en sécurité des installations de son parc éolien et de leur environnement. Ces actions comprennent, a minima, l'interdiction d'accès au site et sa surveillance en continu. Il définit un périmètre de risque tenant compte du danger de chute totale ou partielle de l'éolienne sinistrée et en prenant en compte la proximité de la route départementale D168.

Ces mesures sont maintenues tant qu'il subsiste un risque de projection ou de chute de débris provenant des pales de l'éolienne E4.

L'exploitant met à l'arrêt l'ensemble des machines de son parc éolien jusqu'au respect des dispositions de l'article 3.

#### **ARTICLE 3 : Conditions de remise en service**

L'exploitant réalise une inspection détaillée de l'ensemble des éoliennes de son parc afin de démontrer qu'aucune ne présente un risque similaire à celui ayant provoqué l'incendie de l'éolienne E4.

La remise en service du parc est conditionnée à cette démonstration.

L'exploitant établit un rapport de cette inspection et de ses conclusions qui est transmis à l'inspection des installations classées avant la remise en service du parc.

#### **ARTICLE 4 : Gestion des déchets liés au sinistre**

L'ensemble des déchets situés hors de la zone à risque est collecté et évacué vers une installation autorisée à les recevoir et à les traiter, **dans un délai d'une semaine à compter de la notification du présent arrêté.**

Dans la zone à risque, l'exploitant procède à l'évacuation des déchets dans des conditions de sécurité adaptées.

L'exploitant est en mesure de justifier de l'élimination de l'ensemble de ces déchets.

#### **ARTICLE 5 : Caractérisation des impacts environnementaux**

##### **5.1 - Élaboration d'un plan de prélèvements**

L'exploitant élabore et transmet à l'inspection des installations classées **sous un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté** une proposition de plan de prélèvements établi par un bureau d'études certifié en site et sols pollués et prenant a minima en compte les points suivant :

- une évaluation de la nature et des quantités de produits susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement (eau, sol) ;
- la détermination de la zone maximale d'impact au regard des enjeux en présence ;
- la justification de paramètres à analyser au regard des substances concernées.

##### **5.2 - Mise en œuvre du plan de prélèvements**

Dès que le risque de chute d'objet depuis la nacelle est écarté, l'exploitant met en œuvre le plan de prélèvements défini en application de l'article 5.1, modifié pour tenir compte des éventuelles remarques formulées par l'inspection des installations classées.

##### **5.3 Résultats et interprétation de la surveillance environnementale**

Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés selon la démarche d'interprétation de l'état des milieux (IEM) (méthodologie sites et sols pollués) en vue d'identifier une éventuelle contamination de l'environnement suite à l'accident.

En cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant élabore un plan de gestion et le transmet à l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 6 : Mesures de prises en charge de la pollution générée**

L'exploitant met en œuvre à ses frais les mesures proposées dans le plan de gestion.

Les effluents obtenus sont évacués vers des installations de traitement dûment autorisées à cet effet. Les justificatifs de leur bonne élimination sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 7 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171.8 du Code de l'Environnement.

## **ARTICLE 8 : Voies et délais de recours**

Le pétitionnaire peut saisir le préfet de département d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du préfet de département vaut rejet implicite du recours gracieux.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, il peut être déféré devant la Cour administrative de Nancy – 6 rue du Haut Bourgeois – CS 50015 – 54 035 NANCY Cedex 5 – dans les délais prévus à l'article R.181-50 du Code de l'environnement ;

La Cour administrative d'appel peut être saisie par l'application informatique « télérecours citoyens », accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr),

1°) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L.411-6 et L.122-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

## **ARTICLE 9 : Information des tiers**

Conformément aux dispositions de l'article R 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'implantation du parc et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation pendant une durée minimum d'un mois, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal consulté et à toutes les autres autorités locales ayant été également consultées en application de l'article R 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **ARTICLE 10 : Exécution**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,
- l'inspecteur des installations classées (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand-Est, division Meuse de l'unité départementale 54-55),
- le maire de la commune d'AMANTY,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

**\* à titre de notification, à :**

– Monsieur Emmanuel TALVARD, représentant la société MSE l'ÉPINE

**\* à titre d'information, à :**

– Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand-Est,

– Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse – service environnement

– Monsieur le Sous-Préfet de COMMERCY.

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général de la Préfecture

  
Christian ROBBE-GRILLET

